



Le Cameroon people's party (CPP, opposition) qui a décidé de ne pas participer à la présidentielle du 7 octobre, a condamné samedi l'interdiction des meetings des candidats au scrutin, dans une note.

Le CPP appelle les candidats à "revendiquer leurs droits" "Le CPP tient à condamner une fois de plus la répression du régime Biya et cette énième violation des droits fondamentaux", indique Kah Walla, la présidente dans la note.

Le sous-préfet de Douala 4e, n'a pas autorisé le meeting de lancement de la campagne de Maurice Kamto, le président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), prévu en face du lycée bilingue de Bonabéri, estimant qu'"il n'existe aucun espace susceptible d'accueillir une foule sans interrompre inéluctablement la circulation."

Le meeting de M. Kamto s'est finalement tenu sous la surveillance de forces de sécurité près de l'endroit initialement prévu. Jeudi le sous-préfet de Douala 5e a autorisé la tenue du meeting de lancement de campagne de Cabral Libii, (38 ans), le plus jeune candidat et porte-étendard du parti Univers (opposition), au stade CICAM, après ne l'avoir pas autorisé pour "indisponibilité" de l'infrastructure. "L'interdiction des meetings des candidats est une atteinte grave non seulement aux droits de ces candidats, mais aux droits politiques de l'ensemble des camerounais", selon Mme Walla, estimant que la "désinvolture et mépris avec lequel les

administrateurs traitent les candidats est extrêmement grave en ce moment sensible pour notre nation."

Le CPP qui "appelle les Camerounais à ne pas fléchir dans la revendication de leurs droits", va tenir "les sous-préfets auteurs des interdictions pour responsables des incidents éventuels susceptibles de survenir."

Neuf candidats, dont le président sortant Paul Biya, 85 ans dont 35 ans au pouvoir, ont été retenus pour le scrutin par Elections Cameroon (Elecam), l'organe chargé d'organiser ce scrutin. La campagne se tient dans un contexte de crise sécuritaire, dans les régions anglophones du Nord-ouest et du Sud-ouest, où les soldats font face quasi quotidiennement à des groupes séparatistes armés. Ouverte samedi, elle devrait s'achever la veille du scrutin, conformément au code électoral.

afrique-sur7.fr
